

Ratés dans la gestion de la Sécurité de la vieillesse :

Ottawa prive des milliers de nouveaux retraités de leur pension

Laurentides–Labelle, le 15 novembre 2022 – Le Bloc Québécois dénonce de nouveaux ratés de la machine gouvernementale fédérale dont ont écopé quelque 70 000 nouveaux retraités qui n’ont pu compter au moment prévu, sur les revenus légitimes de leur pension de vieillesse à laquelle ils avaient pourtant cotisé toute leur vie. La porte-parole en matière d’Aînés, Andréanne Larouche et la députée de Laurentides–Labelle, Marie-Hélène Gaudreau, s’indignent de ce manquement inadmissible du gouvernement Trudeau dont le devoir le plus élémentaire est de verser aux personnes retraitées les sommes qui leur sont dues. Les députées bloquistes enjoignent Ottawa de remédier à cette déplorable situation dans les plus brefs délais.

Le Bloc dénonce ce scandale, qui encore une fois, ne trouve aucune justification ni explication, si ce n’est l’incompétence manifeste du gouvernement fédéral à gérer efficacement les programmes qui sont sous sa responsabilité.

« Les gens ne sont pas dupes : ils voient bien que ça cloche au gouvernement fédéral et qu’Ottawa peine à assurer convenablement les services de l’État. Ça se perçoit aussi dans la gestion des passeports, des frontières et de l’immigration, entre autres. Voilà encore une fois un exemple flagrant de l’incompétence de ce gouvernement et ce sont les citoyens qui sont en droit de toucher leur retraite qui en font malheureusement les frais », déplore Andréanne Larouche.

Ce sont plus de 70 000 retraités au Canada, soit plus de 10 % des personnes admissibles, qui auraient subi les conséquences de l’ineptie fédérale dans la gestion de son système de pensions. Cette prestation devrait normalement être disponible à partir du premier mois suivant le 65^e anniversaire. De nombreux aînés, dont des milliers de Québécoises et de Québécois, attendent avec impatience ces versements pouvant dépasser 600 \$ par mois.

« Ce devrait être naturel, lorsque les gens arrivent à l’âge de la retraite, de pouvoir compter sur la pension de la Sécurité de vieillesse à laquelle ils ont cotisé toute leur vie. Le gouvernement fédéral prive nos citoyens les plus vulnérables d’un revenu sur lesquels ils devraient normalement pouvoir se fier, et c’est d’autant plus désolant que cette faute survient à un moment où l’inflation frappe de plein fouet. Au lieu de s’acharner à s’immiscer dans les compétences du Québec, Ottawa devrait plutôt voir à ses propres affaires et régler rapidement cette situation qui plonge des milliers de Québécoises et Québécois dans la précarité », avise Marie-Hélène Gaudreau.

« Tous cotisent et ont droit à leur pension. Le gouvernement fédéral manque à ses devoirs les plus élémentaires. Qu’il répare sa faute et vite », conclut la députée de Laurentides–Labelle.

Source :

Maryse Larente, directrice de circonscription et des communications
Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides–Labelle